CONSEIL MUNICIPAL
Jeudi 10 mars 2022 – 19h00

COMPTE-RENDU

LE DIX MARS DEUX MILLE VINGT DEUX, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur François RICHAUD, Maire.

Etaient présents :
EMAS-JAROUSSEAU Georges, RICHAUD François, SALLÉ Pierre, ROULLET Monique, SOLLIER Olivier, COUDERT Danièle, LEPAREUR François, REYSZ Françoise, RACLET Chantal, PONCET Patrick, FRANQUE DE LUXEMBOURG Dominique, LANNES Michel, PRINCE Patrick, ROUGÉ Florence, MASSARD Laurent, SIMON Nathalie, BOUQUET Éric, ÉVEILLÉ Thierry, BREAU Anne, HAMZA Annaïck, PRINCE Nicolas, MARCON Claire, CHARRIER Cidjy

Etaient absents excusés :
Serge HERVOIS, absent excusé ayant donné pouvoir à F. LEPAREUR
Jean-Paul LÉGER, absent excusé ayant donné pouvoir à E. BOUQUET
Roselyne ZELECHOWSKI, absente excusée ayant donné pouvoir à D. FRANQUE DE LUXEMBOURG
Brigitte SIEGEL, absente excusée ayant donné pouvoir à F. RICHAUD
Corinne NOISEUX, absente excusée ayant donné pouvoir à M. LANNES
Julien NOGARET, absent excusé ayant donné pouvoir à C. MARCON

Secrétaire de séance : Cidjy CHARRIER.

Le Maire ouvre la séance à 19h00.

1. Approbation des procès-verbaux des séances précédentes

- Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal qui s’est tenue le 9 décembre 2021 est à nouveau soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Votants</th>
<th>Pour</th>
<th>Abstention</th>
<th>Contre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal qui s’est tenue le 27 janvier 2022 est à soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Votants</th>
<th>Pour</th>
<th>Abstention</th>
<th>Contre</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>29</td>
<td>26</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Laurent Massard Chantal Raclet Thierry Éveillé</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
2. Décisions municipales

Le Maire fait état des 6 décisions municipales prises en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Le 31/01/2022
- Régularisation de la représentation cadastrale du 5 avenue Mestreau à la suite d'une discordance entre la limite de fait et la limite de propriété de la parcelle BD n° 137, terrain d'environ 11,70m²

Le 01/02/2022
- Contrat pour le contrôle sanitaire obligatoire sur l'eau à destination de l'alimentation - Prélèvement et analyse de type EA 20S pour 1 prélèvement annuel en 2 points ( robinet de remplissage des carafes d'eau et robinet de la légumerie) pour un montant de 256,46€ TTC

Le 08/02/2022
- Signature d'un contrat avec le compagnie "AVEC OU SANS SUCRE" pour un spectacle du même nom prévu le 12/02/2022 au Relais Côte de Beauté dans le cadre des animations de la ville pour un montant de 538€

Le 14/02/2022
- Demande de subvention auprès des services de l'Etat dans le cadre de la dotation DETR pour la création d'un WC public, Poste de secours LES TUILES BLEUES, pour un montant de 12 500€ HT

- Demande de subvention auprès des services de l'Etat dans le cadre de la dotation DETR pour la réalisation d'un "parcours sportif et de santé" sur le front de mer, pour un montant de 3 926,50€ HT

- Demande de subvention auprès des services de l'Etat dans le cadre de la dotation DETR pour des travaux de réfection de la voirie sur l'ensemble du territoire, pour un montant de 45 340,62€ HT.

AFFAIRES GÉNÉRALES

3. Dépôt de caution pour les clés intelligentes du marché couvert
Rapporteur : Nathalie SiMON

La gestion de l'accès au marché couvert doit être facilité et, étant donné la volonté de la municipalité de responsabiliser les personnes privées qui fréquentent cet espace, il est proposé de leur confier une « clé intelligente » selon des droits prédéfinis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'approuver le fait qu'une caution soit sollicitée, que celle-ci sera encaissée via un titre de recettes dès la remise de la clé intelligente et de fixer à 100 euros le tarif public du dépôt de caution correspondant.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Votants : 29</th>
<th>Pour : 26</th>
<th>Abstention : 0</th>
<th>Contre : 3</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Laurent Massard</td>
<td>Chantal Raclet</td>
<td>Thierry Éveillé</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
4. Acquisition de la parcelle cadastrée section BD n° 199 sise 13 rue de la République appartenant à Monsieur GUERIN Georges
Rapporteur : François RICHAUD

Monsieur Georges GUERIN, propriétaire de la parcelle cadastrée section BD n°199 d'une surface de 314 m² et dont l'adresse postale est le 13 rue de la République, l'a mise en vente au prix de 180 000 euros hors frais d'agence immobilière.

L'Agence DE L'IMMOBILIER sise 17 Rue de la République – 17110 Saint-Georges de Didonne a transmis à la commune une offre d'acquisition du bien de Monsieur GUERIN Georges, qui après négociation, a consenti à réduire le montant total de la proposition à 169 000 euros, comprenant les honoraires de négociation d'un montant de 8 000 euros. Les frais de notaire estimés à 10 % seront à la charge de la commune de Saint-Georges de Didonne.

Cette acquisition a pour objectif la réalisation de constructions à caractère locatif aidé dans le cadre des obligations de la loi SRU de production de 25% de logements sociaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :
- d'acquérir la parcelle cadastrée section BD n° 199 représentant une surface totale de 314 m², sise 13 Rue de la République, en zone UC du PLU au prix de 169 000 euros.
- de charger Maître DALAIS Catherine, notaire à COZES de rédiger l'acte authentique et les divers documents afférents à cette acquisition.
- de donner tout pouvoir au Maire pour la signature de l'acte authentique et tous documents y afférents.

Votants : 29  Pour : 29  Abstention : 0  Contre : 0

5. Cession de la parcelle communale AK n° 281 au profit de ANTHELIA PROMOTION IMMOBILIERE (représentée par 2LBBG HOLDING)
Rapporteur : François RICHAUD

Au titre de la mise en œuvre des articles L.302-5 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation concernant les obligations de certaines communes en matière de production de logements locatifs sociaux, un inventaire des logements locatifs sociaux est transmis chaque année à la commune.

La commune de Saint Georges de Didonne est assujettie à un taux de production de logements locatifs sociaux de 25 % par rapport aux résidences principales.

Elle est propriétaire d'une parcelle de terrain nue cadastrée section AK n°281, d'une superficie de 1 793 m², sise 19 Chemin Icare.

La cession à Anthelia Promotion Immobilière a pour objectif la réalisation d'un projet d'environ 24 logements sociaux sous forme de maisons individuelles groupées sur une unité foncière formée de la parcelle communale et de la parcelle voisine récemment acquise à Monsieur Rolland.

Le pôle d'évaluation domaniale de la DDFIP a estimé la valeur vénale du bien à 106 000 euros. Mais, après négociation, un accord entre les parties a fixé le prix à 75 000€.

Pendant, conformément à l'article R.302-16 alinéa 3 du Code de la Construction et de l'Habitation, la commune pourra déduire des pénalités SRU la moins-value correspondant à la différence entre le prix de cession du terrain et la valeur vénale estimée par le pôle d’évaluation domaniale de la DDFIP. De ce fait, le coût de l’opération est donc nul pour la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :
- De céder à Anthelia Promotion Immobilière (représentée par 2LBBG HOLDING) la parcelle cadastrée section AK n° 281, représentant une surface totale de 1 793 m², sise 19 Chemin Icare, en zone UC du PLU au prix de 75 000 euros, frais de notaire à la charge de l'acquéreur, afin d'y réaliser un projet d'environ 24 logements sociaux,
- De charger Maître CHARPIAT Caroline, notaire à SAUJON de rédiger l'acte authentique et les divers documents afférents à cette acquisition,
- De donner tout pouvoir au Maire pour la signature de l'acte authentique et tous documents y afférents.

Votants : 29  Pour : 29  Abstention : 0  Contre : 0
6. Protocole d’accord relatif à l’accès à VIGIFONCIER dans le cadre de la convention cadre signée entre la SAFER Nouvelle Aquitaine et la CARA (annexe)
Rapporteur : François RICHAUD

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant que la Communauté d’Agglomération Royan Atlantique (CARA) anime un Projet Alimentaire Territorial consistant notamment à favoriser les circuits courts de proximité,

Considérant que dans ce cadre, elle anime un réseau de partenaires, elle accompagne les élus locaux à la préservation du foncier agricole et elle facilite les porteurs de projets agricoles et aquacoles,

Considérant que pour identifier les opportunités foncières et mobiliser les dispositifs d’accès au foncier pour faciliter notamment l’installation de nouveaux producteurs, la CARA vient d’adhérer au portail cartographique VIGIFONCIER de la SAFER Nouvelle Aquitaine,

Considérant que cette adhésion permet aux 33 communes du territoire de bénéficier gratuitement d’un accès communal à ce portail ;

Considérant qu’il est toutefois nécessaire de délibérer sur le protocole d’accord joint, puisqu’il comporte des données à caractère personnel dont il est nécessaire de cadrer les modalités d’exploitation et de conservation ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d’approuver le protocole d’accord relatif à l’accès à VIGIFONCIER dans le cadre de la convention cadre signée entre la SAFER et la CARA et d’autoriser le Maire à signer le protocole d’accord joint en annexe.

| Votants : 29 | Pour : 29 | Abstention : 0 | Contre : 0 |

FINANCES

7. Convention d’assistance financière avec le Syndicat Départemental de la Voirie suite à rectification fiscale (annexe)
Rapporteur : Georges EMAS-JAROUSSEAU

La Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) a demandé la rectification fiscale sur les exercices comptables 2016 et 2017 du Syndicat Départemental de la Voirie (SDV). Celle-ci concerne les deux points suivants :
- Assujettissement du SDV au régime fiscal de la TVA à compter du 1er Janvier 2019,

En accord avec les services de l’État, ces factures rectificatives vont permettre l’allègement financier des conséquences de la rectification de comptabilité pour le SDV. La procédure retenue, en concertation avec la DDFIP, impose de mettre les collectivités dans le circuit d’écritures comptables qui ne générerà aucune incidence financière à leur égard.

Afin de définir l’assistance financière produite par le SDV, celui-ci propose à l’approbation la convention en pièce jointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d’autoriser le Maire à signer la convention d’assistance financière avec le Syndicat Départemental de la Voirie.

| Votants : 29 | Pour : 29 | Abstention : 0 | Contre : 0 |
8. Subvention à l'Association Syndicale du marais de Boube Belmont pour le remplacement d'un équipement de pompage [annexe]
Rapporteur : François LEPAREUR

L'Association Syndicale (ASCO) du marais de Boube Belmont alerte régulièrement les communes de la vétusté de la station de pompage dont elle a la charge. De plus, depuis l'année 2021, la principale pompe de relevage n'est plus en état de fonctionner. Cette situation met en péril l'activité du marais et augmente le risque d'inondations des quartiers voisins.

L'association ne dispose pas du budget pour financer les travaux de remise en état de la station. Elle ne possède pas non plus de "Règlement d'Eau", document de gestion indispensable pour solliciter des aides publiques. Par conséquent, Monsieur Begaud, représentant légal de l'Association Syndicale du marais de Boube Belmont, sollicite la commune de Saint-Georges de Didonne afin d'obtenir une subvention à hauteur de 10 443 € soit 16,80 % du coût de l'opération qui s'élève à 62 160 €. Le reste de l'opération est financé par le Département et les communes de Royan et Médis comme détaillé en annexe dans le plan de financement.
La commune souhaite participer à cette dépense dans l'objectif de protéger à la fois les marais et les populations.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'attribuer une subvention d'un montant de 10 443 euros à l'association ASCO.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Votants : 29</th>
<th>Pour : 25</th>
<th>Abstention : 4</th>
<th>Contre : 0</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Eric Bouquet</td>
<td>Jean-Paul Léger</td>
<td>Patrick Prince</td>
<td>Anne Breau</td>
</tr>
</tbody>
</table>

9. Attribution d'une subvention aux Restos du Cœur
Rapporteur : Nicolas PRINCE

Chaque année, la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'action sociale sur notre territoire. Ces initiatives associatives concrétisent les valeurs du partage, de la solidarité et du don.
Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention.
Considérant que l'association "Les Restos du Cœur" mène un travail de fond auprès des personnes les plus défavorisées de la commune (intérêt public local), le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :
- d'attribuer une subvention de 500 euros à l'association "Les Restos du Cœur";
- de prévoir, dans le cadre du vote du Budget Supplémentaire, l'attribution d'une subvention complémentaire.

| Votants : 29 | Pour : 29 | Abstention : 0 | Contre : 0 |

10. Attribution d'une subvention au Secours Populaire
Rapporteur : Nicolas PRINCE

Pour les mêmes raisons évoquées dans le précédent point, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :
- d'attribuer une subvention de 500 euros à l'association "Le Secours Populaire";
- de prévoir, dans le cadre du vote du Budget Supplémentaire, l'attribution d'une subvention complémentaire.

| Votants : 29 | Pour : 29 | Abstention : 0 | Contre : 0 |

11. Solidarité Ukraine - Attribution d'une subvention à l'Association des Maires de France
Rapporteur : Nicolas PRINCE

Face à la situation de crise qui frappe depuis plusieurs jours l'Ukraine, l'Association des Maires de France (AMF) et la Protection Civile appellent, ensemble, nationale pour soutenir la population ukrainienne.
Sensible à cette situation tragique et aux drames humains qu'elle engendre, l'AMF a tenu à apporter son soutien et sa solidarité au peuple ukrainien en mobilisant les communes de France. Pour sa part, la Protection Civile est présente en temps de paix comme en temps de crise partout où la protection des populations nationales comme internationales est menacée.
L'AMF et la Protection Civile s'associent à nouveau afin de proposer une solution logistique de collecte et d'acheminement des
dons sur place. L’objectif de cette opération commune est d’apporter une réponse immédiate aux besoins urgents des populations déplacées en leur fournissant et acheminant du matériel de première nécessité ainsi que du matériel de secours.

Il est précisé dans la note de synthèse que, du fait de l’urgence de la situation, ce point a été proposé aux membres du Conseil Municipal après la tenue de la Commission des Finances.

Outre le fait de relayer les informations de l’AMF sur les supports de communication numérique de la commune, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d’attribuer une subvention de 2000 euros à l’Association des Maires de France.

**Votants : 29**  
**Pour : 28**  
**Abstention : 0**  
**Contre : 1**  
_Annaïck Hamza_

---

**RESSOURCES HUMAINES**

12. Création de postes saisonniers pour 2022 (annexe)  
Rapporteur : François RICHAUD

Le fonctionnement des services de la commune nécessite de recruter, en tant que de besoin, des agents contractuels de droit public relevant de la catégorie C, selon les modalités décrites en annexe.

Leur traitement sera calculé par référence à l’indice brut 371 indice majoré 343. Les personnels engagés à temps complet effectueront 35 heures hebdomadaires. L’ensemble des personnels saisonniers recrutés percevra une indemnité de congés payés correspondant à 10% du traitement brut.

L’indemnité pour travail les dimanches et jours fériés d’un montant horaire de 0,74 € par heure effective de travail (réf. au 1er janvier 1993), prévue par l’arrêté ministériel du 31 décembre 1992, pourra leur être versée pour un service le dimanche et/ou les jours fériés entre 6 heures et 21 heures dans le cadre de la durée hebdomadaire réglementaire du travail. L’indemnité horaire pour travail normal de nuit, d’un montant horaire de 0,17 € par heure de travail (réf. au 1er janvier 2002), pourra leur être également versée pour un service normal entre 21 heures et 6 heures du matin dans le cadre de la durée réglementaire du travail.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de créer les postes saisonniers nécessaires au bon fonctionnement des services, conformément à l’annexe jointe. La rémunération est basée sur le traitement indiciaire au grade d’adjoint technique IB 371/M 343.

**Votants : 29**  
**Pour : 26**  
**Abstention : 3**  
_Laurent Massard_  
_Chantal Raclet_  
_Thierry Éveillé_  
**Contre : 0**
En application de l'article 44 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics. Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts :
- le compte personnel de formation (CPF) ;
- le compte d'engagement citoyen (CEC).

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle. Ce dispositif bénéficie à l'ensemble des agents publics, c'est-à-dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet.

Pour rappel, le compte personnel de formation mis en œuvre dans ce cadre se substitue au droit individuel à la formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portées à 400 heures pour les agents de catégorie C dépourvus de qualifications. Un crédit d'heures supplémentaires est en outre attribué, dans la limite de 150 heures, à l'agent dont le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Le compte personnel de formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences. Le décret du 6 mai 2017 précise les conditions et modalités d'utilisation du CPF et prévoit notamment que la prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement des agents à cette occasion peut faire l'objet de plafonds déterminés par l'assemblée délibérante.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide que la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel d'activité est plafonnée de la façon suivante : plafond global annuel de 8 000 euros, les crédits étant inscrits au budget.

Les frais occasionnés par le déplacement des agents lors de ces formations sont pris en charge conformément à la réglementation en vigueur.

Les actions de formations suivantes sont prioritairement accordées au titre du CPF :
- Les actions de formation visant à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
- Les actions de type VAE (Validation des Acquis de l’Expérience), formation qualifiante ;
- Les formations relevant du « socle de connaissances et de compétences professionnelles » ;
- Les actions de formation pour les agents exerçant leurs fonctions sur métiers sensibles ou en tension dans la collectivité (disparition) ;
- Les actions en formation répondant à la mise en place d’un projet ayant une utilité pour favoriser une mobilité, une création d’entreprise, une reconversion professionnelle.

En cas d’absence de suivi de formation par l’agent sans motif valable, celui-ci est tenu au remboursement des frais engagés par l’employeur.

Les demandes de formation sollicitées au titre du compte personnel d’activité font l’objet d’une demande par courrier, puis d’une présentation de projet au jury constitué de la commission formation. À l’issue de ce jury, une réponse individuelle est apportée par courrier à l’intéressé(e).

Votants : 29 Pour : 26 Abstention : 3 Contre : 0
Laurent Massard Chantal Raclet Thierry Éveillé

La séance est levée à 20h00.

Compte-rendu affiché le : 15/3/2022 Le Maire, La secrétaire de séance,

François RICHAUD

Cidjj CHARRIER